12 Janvier 2023

Atelier 3 14h - 16h30

Explorer l'approche territoriale des transitions agricoles vers le zéro pesticide



Vers le zéro pesticide Une ambition pour l'eau en Bretagne?



12 Janvier 2023

Vers le zéro pesticide

Une ambition pour l'eau en Bretagne?

Atelier 3

Explorer l'approche territoriale des transitions agricoles vers le zéro pesticide

- Laurent Géneau, directeur général de la Collectivité Eau du Bassin Rennais (CEBR)
- Jeanne Pahun, sociologue Inrae Lisis
- Pierre Dupraz, économiste Inrae Smart



12 Janvier 2023

Vers le zéro pesticide

Une ambition pour l'eau en Bretagne?

Atelier 3

Gouverner l'agriculture localement ? La capacité politique des collectivités territoriales vis-à-vis du secteur agricole

Jeanne Pahun, sociologue - INRAE Lisis

Jeanne.pahun@gmail.com

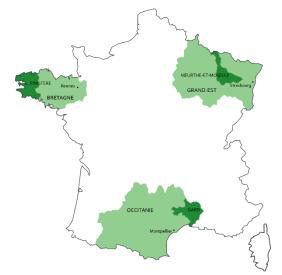


INTRODUCTION

- La régulation publique du système alimentaire, une histoire traditionnellement écrite à l'échelle européenne ou nationale
- Multiplication à partir des années 2000 de « politiques alimentaires locales », toutes dotées de volets agricoles



Thèse de science
 politique, 2020
 « L'agriculture face aux
 politiques alimentaires »



9 politiques alimentaires étudiées



INTRODUCTION

 Quelle est la capacité politique des collectivités territoriales pour agir sur le secteur agricole?



- Capacité à formuler
- Capacité d'expertise
- capacité à mettre en œuvre

PAHUN, 2022, Gouverner l'agriculture localement ? La capacité politique des collectivités territoriales sur la régulation du secteur agricole, Geocarrefour

Influence des compétences légales



L'ACTION PUBLIQUE EN MATIÈRE

D'ALIMENTATION LOCALE. Les compétences accordées par la loi et les règlements aux collectivités locales (régions, départements, communes) dans le domaine de la production, la transformation et la consommation d'aliments locaux.

Luc Bodiguel, Thomas Bréger, Gilles Maréchal, Chloé Rochard

► To cite this version:

Luc Bodiguel, Thomas Bréger, Gilles Maréchal, Chloé Rochard. L'ACTION PUBLIQUE EN MATIÈRE D'ALIMENTATION LOCALE. Les compétences accordées par la loi et les règlements aux collectivités locales (régions, départements, communes) dans le domaine de la production, la

https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01842263v2

Submitted on 11 May 2021 (v2), last revised 15 Dec 2022 (v3)

entifie research documents, whether they are pubscientifiques de niveau recherche, publiés ou non, lished or not. The documents may come from from franches the franches of th broad, or from public or private research centers. publics ou privés

HAL is a multi-disciplinary open access L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est archive for the deposit and dissemination of sci- destinée au dépôt et à la diffusion de documents eaching and research institutions in France or recherche français ou étrangers, des laboratoire

- → des compétences des conseils régionaux
- Transfert de compétence de développement économique des communes vers les intercommunalités

Bodiguel et al, 2021 https://hal.science/hal-01842263v2/file/LIVRET_COMPETENCES_10052021%20(1).pdf



Influence des compétences légales



L'ACTION PUBLIQUE EN MATIÈRE

D'ALIMENTATION LOCALE. Les compétences accordées par la loi et les règlements aux collectivités locales (régions, départements, communes) dans le domaine de la production, la transformation et la consommation d'aliments locaux.

Luc Bodiguel, Thomas Bréger, Gilles Maréchal, Chloé Rochard

► To cite this version:

Luc Bodiguel, Thomas Bréger, Gilles Maréchal, Chloé Rochard. L'ACTION PUBLIQUE EN MATIÈRE D'ALIMENTATION LOCALE. Les compétences accordées par la loi et les règlements aux collectivités locales (régions, départements, communes) dans le domaine de la production, la

HAL Id: hal-01842263

https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01842263v2

Submitted on 11 May 2021 (v2), last revised 15 Dec 2022 (v3)

teaching and research institutions in France or recherche français ou étrangers, des laboratoire abroad, or from public or private research centers. publics ou privés

HAL is a multi-disciplinary open access L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est archive for the deposit and dissemination of scientifie research documents, whether they are pubsecientifiques de niveau recherche, publiés ou non, lished or not. The documents may come from émanant des établissements d'enseignement et de



https://agirpourlalimentationlocale.fr

Bodiguel et al, 2021 https://hal.science/hal-01842263v2/file/LIVRET_COMPETENCES_10052021%20(1).pdf



- Pourtant multiplication des «politiques agri-alimentaires » urbaines
 - Leviers juridiques et techniques variés leur permettant d'avoir une action indirecte sur la régulation de l'agriculture.
 - Porosité entre élus municipaux et conseillers métropolitains / des intercommunalités
 - Double appartenance des agents aux services de la ville et de l'intercommunalité
 - Légitimité de l'action : traduction « directe » des attentes de leurs concitoyens



• Des périmètres légaux d'action très divers

	Région Bretagne	Département Ille- et-Vilaine	Métropole de Rennes	Ville de Rennes
Superficie agricole utilisée (SAU) en hectares	1 624 200	440 456	38 843	404
Nombre d'exploitations	26 300	7 001	718	12

Modulables dans certains cas



PARTIE 2 Capacité d'expertise des collectivités territoriales

- Besoin de ressources en interne pour traduire les orientations politiques en plans d'actions
 - des services dédiés,
 - du personnel qualifié,
 - des budgets appropriés.



PARTIE 2 Capacité d'expertise des collectivités territoriales

- Besoin de ressources en interne pour traduire les orientations politiques en plans d'actions, afin de :
 - Conserver une certaine autonomie vis-à-vis des partenaires extérieurs (Chambres, sections syndicales locales, SAFER, etc.)
 - Dépasser les oppositions que peuvent présenter les autres services de la collectivité au déploiement d'une nouvelle politique (agricole ou alimentaire)
 - Pérenniser l'action publique des collectivités territoriales au-delà des changements de majorité politique



PARTIE 2 Capacité d'expertise des collectivités territoriales

- Quel type de collectivité possède ces ressources?
 - Ville et métropole : pas de service, peu de ressources humaines ou financières
 - Des services bien structurés dans les conseils régionaux
 - Des services en cours de recomposition dans les conseils départementaux.



PARTIE 3 Actions des groupes d'intérêts agricoles auprès des CT

- Les chambres d'agriculture et la FNSEA, « propriétaires publics » du problème agricole local
- La régionalisation des groupes d'intérêts agricoles
 - Création ou renforcement des chambres d'agriculture régionales
 - Porosité entre élites agricoles régionales et élites politiques régionales
- Les nouveaux partenariats agricoles des centres urbains



CONCLUSION

- Premières autorités politiques en termes de développement agricole : l'Etat et l'UE
- Mais quelques marges de manœuvre au local, inégalement réparties entre collectivités territoriales
- Les volets agricoles des politiques agri-alimentaires urbaines ont en général une visée plus réformatrice de l'agriculture que celles menées par les conseils régionaux, notamment en termes de réduction de l'usage des pesticides, mais elles ne bénéficient pas de la capacité politique de ces derniers pour les concrétiser.

